

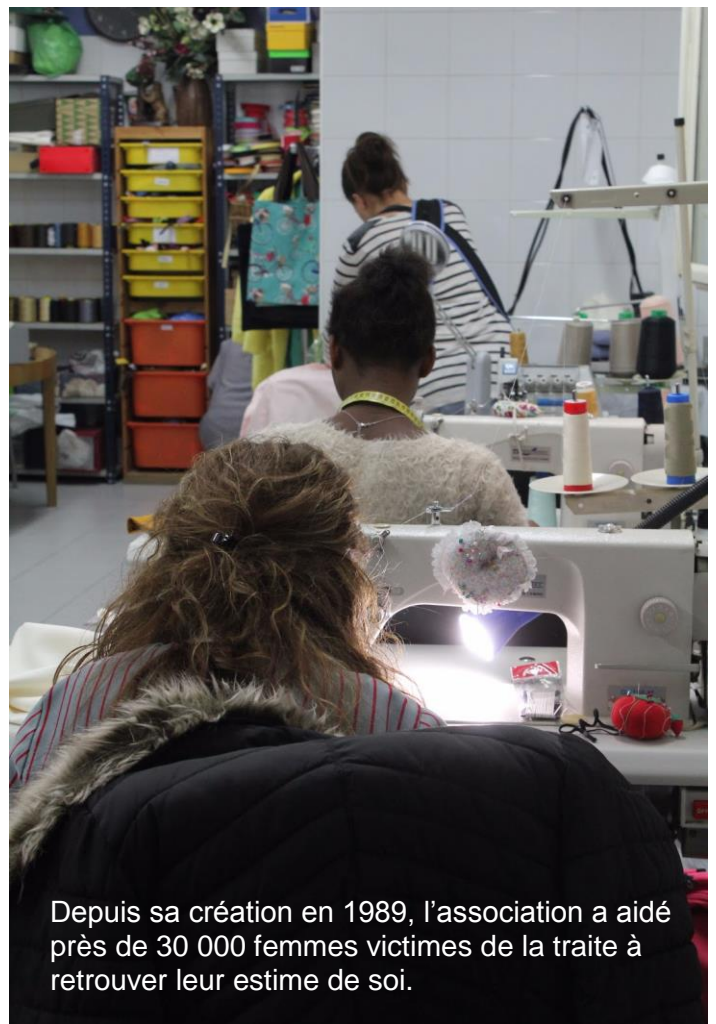
De victime de la traite à couturière : reconstruire sa vie de fil en aiguille

Elles rêvaient d'Europe ; l'Espagne s'est finalement révélée un cauchemar. Les migrantes prostituées, réduites en esclavage ou encore mariées de force se comptent en milliers rien qu'en Espagne. Alors que leur vie ne tient qu'à un fil, certaines tentent de sortir d'une situation de traite des êtres humains, et de se reconstruire en tant que femmes et travailleuses.

En poussant la porte de la boutique madrilène, à deux pas de la Gran Vía, on est accueilli par le bourdonnement régulier des aiguilles qui s'activent et le chantonement d'une femme, affairée à l'une des cinq tables de travail. Cinq machines à coudre pour cinq couturières qui confectionnent avec minutie des vêtements et effectuent des retouches. Une dizaine d'autres femmes cousent à l'écart des regards, dans l'arrière-boutique. Presque toutes ont fui leur pays pour l'Espagne. *“La majorité des femmes que l'on aide sont migrantes. On aide toutes les femmes, peu importe d'où elles viennent : d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Europe de l'est... Et qu'elles aient des papiers ou non”*, explique Rocío Nieto, la présidente de l'association Apramp (Association pour la prévention, la réinsertion et l'attention aux femmes prostituées).

Car derrière la vitrine aux couleurs bariolées, derrière les tabliers de cuisine hauts en couleur, les toques et les bavoires brodés, les histoires des couturières ont un point commun : toutes ont été exploitées sexuellement, victimes de la traite des êtres humains.

En 2015, les forces de sécurité ont identifié plus de 130 femmes en situation de traite (prostitution, esclavage, ou encore mariage forcé) et près de 650 autres exploitées sexuellement sur le territoire espagnol. Près de 90% sont des migrantes. Selon le dernier rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations, elles sont majoritairement nigérianes, mais les victimes camerounaises et gambiennes augmentent ces dernières années. En 2017 à l'atelier de couture de l'Apramp, une cinquantaine d'entre elles a tenté de raccommoder les morceaux de leur vie.



Le murmure des aiguilles à travers les tissus masque le poids du silence de ces couturières. Chacune des survivantes s'affaire, à son poste, mouvant ses doigts avec autant de dextérité et de précision que ses lèvres restent closes. Toutes ont vécu des enfers similaires et sont encore très vulnérables. Nous ne sommes dans un premier temps autorisées à parler à aucune d'elles. Ce n'est que plusieurs mois après notre venue en Espagne que l'une d'elles accepte de témoigner. Pour elle et pour les autres, anonymement.

LE CAUCHEMAR EUROPEEN

Laura* est nigériane. Elle ne coud plus dans l'atelier mais fait désormais partie de l'unité de sauvetage de l'association, qui va à la rencontre des victimes de la traite, dans les rues, les zones industrielles, dans les endroits invisibles où elles se trouvent. Elle tente de protéger les femmes qui vivent ce qu'elle a vécu, tout en gardant en tête chaque étape de son histoire. De son départ du Nigéria, entouré de rituels vaudous censés la lier à son trafiquant, à son arrivée en Espagne, teintée de violence.



Même plusieurs années après son propre sauvetage, elle ne s'étend pas sur ces souvenirs trop douloureux. *“J'étais enfermée dans un appartement. Des personnes que je ne connaissais pas, les clients, entraient et se déshabillaient. Ils voulaient que je leur fasse des choses que je ne voulais pas faire,”* se souvient-elle d'une voix hésitante. *“Les premières fois, ça faisait mal, très mal. Et des fois, c'était très violent. Mais après je me disais que ça ne s'était pas passé. Je me disais : ‘c'est le travail.’”* Un travail, monnaie d'échange pour rembourser ses geôliers. Comme beaucoup de migrantes, Laura* avait contracté une dette colossale auprès d'un

trafiquant pour payer son voyage en Espagne. Sa migration est finalement passée d'une opportunité à une prison : rien à payer au départ, mais 50 000 euros à rembourser à son arrivée. *“Si je n'obéissais pas, on me frappait avec un bâton ou alors on disait qu'on s'en prendrait à ma famille au pays,”* explique la rescapée nigériane. Aujourd'hui encore, ces épreuves lui reviennent régulièrement en cauchemars.

Après avoir intériorisé pendant si longtemps leur condition, ces femmes sont plus que jamais vulnérables psychologiquement.

“On ne se dit pas qu'on est une victime. Parce que ce qu'on vit – la violence, les menaces, et tout – c'est juste ce qu'on a à faire. On nous l'a répété depuis notre pays d'origine”, raconte Laura*. La peur constitue le ciment de cette intériorisation et de leur absence de contestation. La peur des trafiquants et de leur violence. Celle de la police, qui va de pair avec celle de la déportation puisque

beaucoup de ces femmes n'ont pas de papiers. Et enfin la peur de leur famille, qui les poussent parfois dans cet engrenage. D'autres vont même plus loin : *“pour certaines femmes, leurs propres familles les menacent de faire du mal à leurs enfants restés dans leur pays si elles ne veulent pas se prostituer”,* explique Laura*, forte de son expérience de médiatrice auprès de victimes.



TRAVAILLER POUR SE RELEVER

Pour certaines victimes, se reconstruire prend quelques mois. Pour d'autres, des années. *“Elles sont en train d'essayer de se remettre de ce qu'elles ont vécu. Les femmes qui arrivent ici sont complètement détruites, elles subissent des chocs post-traumatiques”*, explique l'une des travailleuses sociales de l'association.

À l'atelier de l'Apramp, les apprenties couturières tentent de *“se reconstruire et de retrouver leur dignité et l'estime d'elles-mêmes à travers, par exemple, la dignité professionnelle et l'autonomie,”* illustre la présidente de l'association. *“Quand tu es dans la prostitution, tu penses que tout ce que tu sais faire, c'est vendre ton corps. Tu te dis qu'il n'y a pas d'alternative”*, explique Laura*, la jeune rescapée nigériane. Ces femmes sont maintenues pendant si longtemps dans l'idée que la prostitution est la seule activité qui leur est accessible, à elles, migrantes, que la formation et le temps sont les seuls moyens d'en sortir.

Dans la pièce attenante, trois jeunes femmes suivent un cours d'alphabétisation et forment à la craie des chiffres, des lettres, des mots sur un tableau noir. Ici, elles apprennent l'espagnol, condition sine qua non pour pouvoir retrouver un travail dans leur pays d'accueil. Dans une autre salle, deux sourires aux yeux tristes discutent calmement avec l'une des travailleuses sociales. Elles ont à peine quinze ans et viennent de République Dominicaine. *“Nous accueillons des*

femmes mais aussi quelques adolescentes, explique Rocio Nieto. Avec les mineures, c'est plus compliqué car elles ne peuvent pas travailler. Mais nous leur apprenons quand même à s'auto-gérer.”

“Alors, tu en es où avec ton pantalon ?”, demande maternellement Rocio en passant derrière l'une des jeunes femmes aux mains abîmées, concentrée sur le tissu jaune d'un vêtement d'enfant. Dans l'arrière-boutique, loin des regards, les nouvelles arrivées apprennent à coudre, rapiécer, raccommoder, et peuvent ainsi gagner un peu d'argent tout en se formant.

Textile, mais aussi gérontologie ou nettoyage : l'association propose des formations adaptées au marché de l'emploi espagnol. L'apprentissage dure en général six mois mais peut varier en fonction de chaque personne. *“Certaines n'ont besoin que de trois mois, d'autres de plus de six mois”*, souligne Rocio Nieto.

Et ça fonctionne : la majorité des femmes que l'association aide trouvent un travail à la suite de leur formation. Prêtes à affronter l'extérieur en cherchant du travail ailleurs, ou bien ici, comme Laura*, en devenant employées par l'association pour aider celles qui, comme elles auparavant, tentent de sortir de la rue. Pour leur offrir une autre alternative.

(*le prénom a été modifié)

Claudia Bertram & Maëlys Septembre

POUR ALLER PLUS LOIN...

Migrantes enceintes : le nouveau business des trafiquants d'êtres humains

Alors que l'Espagne est devenue en 2018 la première porte d'entrée européenne pour les migrants (près de 24 000 migrants arrivés au cours du premier semestre de l'année), un phénomène qui se développe ces dernières années devient de plus en plus inquiétant : l'utilisation des enfants pour éviter la déportation des femmes envoyées en Europe pour se prostituer.

Les réseaux criminels ont commencé à utiliser les enfants pour éviter la déportation des femmes envoyées pour la traite depuis environ cinq ans. *“Des ‘guides’ sont chargés de transporter les femmes, principalement du Nigéria à l'Europe, explique Rafaela Pascoal, professeure à l'université de Palerme (Italie) et spécialiste de la question de la traite des migrantes. Pendant tout le trajet jusqu'au Maroc, ces*

guides deviennent les ‘partenaires’ des femmes, en échange de la sécurité pendant le voyage. Une fois au Maroc, elles sont violées pour qu'elles tombent enceintes.” Car en Espagne, on ne peut pas déporter une femme enceinte ou avec un enfant. Pour Rafaela Pascoal, qui a pu s'entretenir avec plusieurs migrantes dans cette situation, *“toutes ces femmes sont des victimes, mais si certaines ont conscience d'avoir été abusées, d'autres se disent ‘mon bébé, c'est mon papier’”.*

Un nouveau système pour assurer aux réseaux de trafiquants l'arrivée des femmes marchandées, qui n'empêche pas les migrantes de devoir payer leur dette. Une fois en Europe, elles sont quand même forcées à se prostituer.